

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3836

[2009/205430]

**11 NOVEMBRE 2009. — Arrêté ministériel relatif aux aides régionales aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides *de minimis*;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, particulièrement les articles 76<sup>ter</sup> et 76<sup>quater</sup>, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 novembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, particulièrement l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que la crise actuelle du secteur laitier provoquée par la chute exceptionnelle des prix du lait à la fin de l'année 2008 implique la mise en œuvre d'urgence de mesures de soutien au secteur;

Considérant qu'il y a notamment lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide *de minimis* au profit des producteurs de lait pour soutenir les projets de transformation ou de commercialisation de produits laitiers et ce, afin d'augmenter la rentabilité de leur production;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ce régime d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur laitier,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "arrêté" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

2° "administration" : le directeur général de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature et de l'Environnement du Service public de Wallonie, ou son délégué.

**Art. 2.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 76<sup>ter</sup> de l'arrêté est accordée aux producteurs laitiers pour la transformation ou la commercialisation de produits laitiers issus de leur exploitation.

Elle prend la forme d'une ou deux subventions en capital dont le montant total ne peut dépasser 1.000 euros.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 2, le producteur de lait doit répondre aux conditions suivantes :

1° être un agriculteur au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté;

2° être détenteur d'un quota laitier de minimum 50 000 litres conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, et respecter ce quota laitier annuel, leasings inclus.

§ 2. Le demandeur de l'aide peut être une association de producteurs laitiers ou un groupement de producteurs laitiers au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 7° et 20°, de l'arrêté.

Si le demandeur est une association de producteurs laitiers, il est habilité à introduire une demande d'aide pour chacun de ses membres.

Si le demandeur est un groupement de producteurs laitiers, seul le groupement est habilité à introduire une demande unique d'aide.

**Art. 4.** La demande d'aide doit être introduite par le demandeur au plus tard le 30 juin 2011 auprès de l'administration.

Pour être recevable, la demande d'aide est introduite par le biais du formulaire établi par l'administration et est accompagnée d'un devis ou des pièces justificatives relatifs à une ou plusieurs dépenses éligibles visées à l'article 76<sup>ter</sup>, § 2, de l'arrêté.

Le formulaire de demande contient notamment :

1° les nom et prénoms du producteur laitier ou sa raison sociale et sa forme juridique, s'il s'agit d'une personne morale;

2° le numéro de producteur laitier ou son numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, s'il s'agit d'une personne morale;

3° une déclaration sur l'honneur reprenant l'ensemble des aides *de minimis* obtenues par le producteur laitier au cours de l'exercice fiscal concerné et des deux exercices fiscaux précédents ainsi que les demandes d'aides en cours.

L'administration peut demander au producteur laitier les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'administration adresse au demandeur un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'aide.

§ 2. En cas de dossier incomplet, l'administration envoie au demandeur un courrier précisant les renseignements et pièces complémentaires dont elle souhaite prendre connaissance. Le demandeur dispose de trente jours ouvrables à compter de la date d'envoi de ce courrier pour compléter son dossier. Si, au terme de ce délai, le dossier reste incomplet, la demande est rejetée.

**Art. 6.** Sur proposition de l'administration, le Ministre notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à compter de la date de notification du caractère complet du dossier.

**Art. 7.** L'aide est engagée et immédiatement ordonnancée si la demande est accompagnée d'une ou plusieurs pièces justificatives.

Si la demande est accompagnée d'un ou plusieurs devis, la notification est accompagnée d'un formulaire de déclaration de créance. Dès réception de celle-ci ainsi que des pièces justificatives et après les vérifications utiles, l'aide est ordonnancée à due concurrence.

Pour être éligible, la pièce justificative doit avoir été établie entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2011.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'aide visée à l'article 76<sup>quater</sup> de l'arrêté est accordée aux sociétés coopératives de transformation ou de commercialisation pour le développement de projets de valorisation de produits laitiers.

Elle prend la forme d'une garantie publique :

1° portant sur un crédit bancaire d'un montant maximal de 300.000 euros, quelle qu'en soit la forme;

2° dont la durée ne peut être supérieure à trois ans;

3° couvrant maximum 80 % du montant du crédit.

§ 2. Le demandeur introduit, avant le 31 décembre 2011, une demande motivée accompagnée d'un descriptif détaillé du projet, d'un plan d'affaires ainsi que de l'acte de crédit ou du projet d'acte de crédit pour lequel la garantie est sollicitée, en ce compris les éventuelles autres garanties.

L'administration peut demander à la société coopérative et à l'organisme de crédit les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

La demande est traitée conformément à la procédure fixée par les articles 5 et 6.

§ 3. L'aide est refusée dans l'une des hypothèses suivantes :

- l'une des conditions fixées par l'article 76<sup>quater</sup> de l'arrêté n'est pas rencontrée;

- l'une des conditions fixées par les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article n'est pas rencontrée;

- le plan d'affaires ne démontre pas, de façon crédible, que le projet, endéans les trois ans, est capable de générer, de façon récurrente, des recettes suffisantes pour couvrir les dépenses.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 novembre 2009.

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3836

[2009/205430]

#### 11. NOVEMBER 2009 — Ministerialerlass über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger für die Verarbeitung und Vermarktung der Milcherzeugnisse

Der Minister der Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf "De-minimis"-Beihilfen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, insbesondere der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 eingefügten Artikel 76<sup>ter</sup> und 76<sup>quater</sup>;

Aufgrund des am 3. November 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. November 2009 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die derzeitige Krise des Milchsektors, die durch den außerordentlichen Verfall der Milchpreise zum Ende des Jahres 2008 verursacht worden ist, die dringende Umsetzung von Maßnahmen zur Förderung des Sektors erforderlich macht;

In der Erwägung, dass insbesondere unverzüglich ein System von "De-minimis"-Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger einzuführen ist, um die Verwirklichung von Projekten zur Verarbeitung oder Vermarktung der Milchprodukte zu unterstützen, um somit die Wirtschaftlichkeit der Produktion dieser Erzeuger zu erhöhen;

In der Erwägung, dass jegliche Verspätung bei der Verabschiedung und der Umsetzung dieser Beihilferegulungen sich negativ auf den gesamten Milchsektor auswirken würde,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erlass": Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

2° "Verwaltung": Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Stellvertreter.

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Milcherzeugern die in Artikel 76ter des Erlasses erwähnte Beihilfe für die Verarbeitung oder zur Vermarktung von Milcherzeugnissen aus ihrem Betrieb gewährt.

Diese Beihilfe entspricht einer oder zwei Kapitalsubventionen, deren Gesamtbetrag 1.000 Euro nicht übersteigen darf.

**Art. 3** - § 1. Um in den Genuss der in Artikel 2 erwähnten Beihilfe zu gelangen, muss der Milcherzeuger folgende Bedingungen erfüllen:

1° Landwirt im Sinne von Artikel 1, 3° des Erlasses sein;

2° Gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse Inhaber einer Milchquote von wenigsten 50 000 Litern (einschl. Leasing) sein.

§ 2. Bei dem Antragsteller kann es sich um eine Milcherzeugervereinigung oder um eine Milcherzeugergemeinschaft im Sinne von Artikel 1, 7° und 20° des Erlasses handeln.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Milcherzeugervereinigung, so ist er befugt, einen Beihilfeantrag für jedes seiner Mitglieder einzureichen.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Milcherzeugergemeinschaft, so ist lediglich die Gemeinschaft befugt, einen einzigen Beihilfeantrag einzureichen.

**Art. 4** - Der Antragsteller hat seinen Beihilfeantrag spätestens am 30. Juni 2011 bei der Verwaltung einzureichen.

Um als zulässig gewertet zu werden, ist der Beihilfeantrag anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars einzureichen, dem ein Kostenvoranschlag oder Belege für eine oder mehrere der in Artikel 76ter, § 2 des Erlasses angeführten zulässigen Ausgaben beizufügen sind.

Das Antragsformular umfasst u.a.:

1° den Namen und die Vornamen des Milcherzeugers oder seinen Gesellschaftszweck und seine Gesellschaftsform, falls es sich um eine juristische Person handelt;

2° die Erzeugernummer des Milcherzeugers oder seine Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, falls es sich um eine juristische Person handelt;

3° eine Erklärung auf Ehrenwort, die alle "De-minimis"-Beihilfen anführt, die der Milcherzeuger im Laufe des betreffenden Steuerjahres und der drei vorangegangenen Steuerjahre erhalten hat, sowie die laufenden Beihilfeanträge.

Die Verwaltung kann den Milcherzeuger auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet, zu übermitteln.

**Art. 5** - § 1. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Beihilfeantrags eine Empfangsbestätigung der Akte, in der diese als vollständig oder unvollständig erklärt wird.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ein Schreiben, in dem sie die Auskünfte und zusätzlichen Schriftstücke, die sie zur Kenntnis nehmen möchte, anführt. Der Antragsteller verfügt über dreißig Arbeitstage ab dem Datum der Aufgabe dieses Schreibens, um seine Akte zu vervollständigen. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird der Antrag abgewiesen.

**Art. 6** - Auf Vorschlag der Verwaltung teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum, an dem mitgeteilt wurde, dass die Akte vollständig ist, mit.

**Art. 7** - Die Beihilfe wird festgelegt und unmittelbar zur Zahlung angeordnet, falls der Antrag einen oder mehrere Belege umfasst.

Falls der Antrag einen oder mehrere Kostenvoranschläge umfasst, wird der Mitteilung ein Formular zur Forderungsanmeldung beigelegt. Unmittelbar nach Eingang des Antrags und der Belege sowie nach der amtlichen Prüfung wird die Zahlung der entsprechenden Beihilfe angeordnet.

Um zulässig zu sein, muss ein Beleg zwischen dem 1. Januar 2009 und dem 31. Dezember 2011 ausgestellt worden sein.

**Art. 8** - § 1. Die in Artikel 76quater des Erlasses erwähnte Beihilfe wird den Genossenschaften für die Verarbeitung oder die Vermarktung zur Entwicklung von Projekten zur Aufwertung der Milchprodukte gewährt.

Sie entspricht einer öffentlichen Bürgschaft:

1° die sich auf ein Bankdarlehen über einen Höchstbetrag von 300.000 Euro bezieht, ungeachtet der Form dieses Darlehens;

2° deren Dauer drei Jahre nicht übersteigen darf;

3° die maximal 80% des Betrags des Darlehens deckt.

§ 2. Der Antragsteller reicht vor dem 31. Dezember 2011 einen begründeten Antrag ein, dem er eine ausführliche Beschreibung des Projekts und einen Geschäftsplan beifügt, sowie den Krediteröffnungsvertrag oder den Entwurf eines Krediteröffnungsvertrags, für den die Bürgschaft beantragt wird, einschließlich der weiteren ggf. vorhandenen Bürgschaften.

Die Verwaltung kann die Genossenschaft und die Krediteinrichtung auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet, zu übermitteln.

Der Antrag wird nach dem in den Artikeln 5 und 6 festgelegten Verfahren bearbeitet.

§ 3. In einer der nachfolgenden Annahmen wird der Antrag abgewiesen:

- eine der in Artikel 76quater des Erlasses angeführten Bedingungen ist nicht erfüllt;

- eine der in den Paragraphen 1 und 2 des vorliegenden Artikels angeführten Bedingungen ist nicht erfüllt;

- in dem Geschäftsplan wird nicht glaubwürdig erwiesen, dass das Projekt in der Lage ist, innerhalb von drei Jahren regelmäßig Einnahmen zu erwirtschaften, die ausreichen, um die Ausgaben abzudecken.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 11. November 2009

B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3836

[2009/205430]

**11 NOVEMBER 2009. — Ministerieel besluit betreffende de gewestelijke steunverlening aan de melkproducenten voor de verwerking en de afzet van zuivelproducten**

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de-minimissteun;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, inzonderheid op de artikelen 76ter en 76quater, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 november 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 november 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige crisis in de zuivelsector, veroorzaakt door de buitengewone daling van de melkprijzen aan het einde van het jaar 2008, impliceert dat dringend steunmaatregelen voor de sector getroffen moeten worden;

Overwegende dat namelijk onverwijld een de-minimissteunregeling ten gunste van de zuivelproducenten ingevoerd moet worden om de projecten i.v.m. de verwerking of de afzet van zuivelproducten te steunen met het oog op een hogere rentabiliteit van hun productie;

Overwegende dat elke vertraging in de aanneming en de uitvoering van bovenvermelde steunregeling nadelig zou zijn voor het geheel van de zuivelsector,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "besluit": het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector;

2° "administratie": de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, of diens afgevaardigde.

**Art. 2.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de in artikel 76ter van het besluit bedoelde steun verleend aan de melkproducenten voor de verwerking of de afzet van zuivelproducten afkomstig van hun bedrijf.

Ze wordt verleend in de vorm van één of twee kapitaalsubsidies waarvan het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 1.000 euro.

**Art. 3, § 1.** Om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 2 moet de melkproducent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° een landbouwer zijn in de zin van artikel 1, 3°, van het besluit;

2° houder zijn van een melkquotum van minimum 50 000 liter overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extraheffing in de sector melk en zuivelproducten, en zich houden aan dat jaarlijkse melkquotum, leasings inbegrepen.

§ 2. De steunaanvrager mag een vereniging van melkproducenten of een groepering van melkproducenten zijn in de zin van artikel 1, 7° en 20°, van het besluit.

Indien de aanvrager een vereniging van melkproducenten is, mag zij een steunaanvraag voor ieder van haar leden indienen.

Indien de aanvrager een groepering van melkproducenten is, mag enkel de groepering een eenmalige steunaanvraag indienen.

**Art. 4.** De steunaanvraag wordt uiterlijk 30 juni 2011 door de aanvrager bij de administratie ingediend.

Om ontvankelijk te zijn, wordt de steunaanvraag aan de hand van het door de administratie opgemaakte formulier ingediend en gaat ze vergezeld van een bestek of van de bewijsstukken betreffende één of meer in aanmerking komende uitgaven bedoeld in artikel 76ter, § 2, van het besluit.

Het aanvraagformulier vermeldt o.a. :

1° de naam en voornamen van de melkproducent, of zijn firma en zijn rechtsvorm als het om een rechtspersoon gaat;

2° het nummer van de melkproducent of zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen als het om een rechtspersoon gaat;

3° een verklaring op erewoord waarin melding wordt gemaakt van het geheel van de-minimissteun verkregen door de melkproducent in de loop van bedoeld belastingsjaar en van de twee voorafgaande belastingsjaren, alsook van de lopende steunaanvragen.

De administratie kan de melkproducent verzoeken om de bijkomende gegevens en stukken die ze nodig acht om de aanvraag te onderzoeken.

**Art. 5.** § 1. De administratie stuurt binnen tien werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag een bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier aan de aanvrager.

§ 2. Indien het dossier onvolledig is, stuurt de administratie een schrijven aan de aanvrager om hem te wijzen op de bijkomende gegevens en stukken waarvan ze wenst kennis te nemen. De aanvrager beschikt over dertig werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven, om zijn dossier aan te vullen. Indien het dossier na afloop van die termijn nog steeds onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

**Art. 6.** Op voorstel van de administratie geeft de Minister de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het volledige karakter van het dossier.

**Art. 7.** De steun wordt vastgelegd en onmiddellijk geordonnanceerd indien de aanvraag vergezeld gaat van één of meer bewijsstukken.

Indien de aanvraag vergezeld gaat van één of meer bestekken, wordt bij de kennisgeving een formulier van schuldvorderingsverklaring gevoegd. Na ontvangst hiervan alsook van de bewijsstukken en na de nuttige onderzoeken wordt de steun dienovereenkomstig geordonnanceerd.

Om in aanmerking te komen, moet het bewijsstuk tussen 1 januari 2009 en 31 december 2011 opgesteld zijn.

**Art. 8.** § 1. De steun bedoeld in artikel 76<sup>quater</sup> van het besluit wordt verleend aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen voor de ontwikkeling van projecten tot valorisatie van zuivelproducten.

Ze wordt verleend als een openbare waarborg :

1° betreffende een bankkrediet van maximum 300.000 euro, ongeacht de vorm ervan;

2° die hoogstens drie jaar loopt;

3° ter dekking van maximum 80 % van het kredietbedrag.

§ 2. De aanvrager dient vóór 31 december 2011 een gemotiveerde aanvraag in, samen met een uitvoerige omschrijving van het project, een zakenplan, alsook de kredietakte of het ontwerp van kredietakte waarvoor de waarborg wordt gevraagd, met inbegrip van de eventuele andere waarborgen.

De administratie kan de coöperatieve vennootschap en de kredietinstelling verzoeken om de bijkomende gegevens en stukken die ze nodig acht om de aanvraag te onderzoeken.

De aanvraag wordt onderzocht overeenkomstig de procedure bepaald bij de artikelen 5 en 6.

§ 3. De steun wordt geweigerd in één van de volgende gevallen :

- één van de voorwaarden bepaald bij artikel 76<sup>quater</sup> van het besluit is niet vervuld;

- één van de voorwaarden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel is niet vervuld;

- het zakenplan toont niet op geloofwaardige wijze aan dat het project binnen drie jaar herhaaldelijk voldoende ontvangsten zal kunnen genereren om de uitgaven te dekken.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 11 november 2009.

B. LUTGEN

---

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3837 (2009 — 3643)

[2009/205372]

**8 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie. — Errata.**

Aux articles 78 et 79 de l'arrêté du Gouvernement wallon susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 28 octobre 2009, à la page 69917, les termes "programme 12 de la division organique 15" doivent se lire "programme 11 de la division organique 15".

---

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3837 (2009 — 3643)

[2009/205372]

**8. OKTOBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie. — Errata**

In den Artikeln 78 und 79 des im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Oktober 2009 auf Seite 69923 veröffentlichten Erlasses der Wallonischen Regierung ist der Wortlaut "Programms 12 von Organisationsbereich 15" durch den Wortlaut "Programms 11 von Organisationsbereich 15" zu ersetzen.

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3837 (2009 — 3643)

[2009/205372]

**8 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst. — Errata**

In de artikelen 78 en 79 van het bovenvermeld besluit van de Waalse Regering, bekendgemaakt op bladzijde 69917 van het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober 2009, dienen de bewoordingen "programma 12 van organisatie-afdeling 15" te worden gelezen als "programma 11 van organisatie-afdeling 15".